

MANUEL INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

THÈSES DE LA PREMIÈRE SECTION

Concepts de base

Thèse 5 : La définition du développement

Le développement des sociétés humaines peut se définir comme *le déploiement de leurs fonctions naturelles et culturelles de mieux assurer la survie, le bien être et la sécurité de leurs membres, dans l'interaction avec l'environnement*. Ces fonctions ont été exercées de façons très différentes et le développement a eu des qualités très différentes, suivant les sociétés, les cultures et les époques.

Si on se réfère aux sociétés contemporaines, cette définition, qui est de caractère très général, peut être précisée en tenant compte des valeurs et objectifs universellement agréés de la Plate-forme du millénaire.

Dans le préambule de la Déclaration sur le Droit au développement, approuvée par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1986, on peut lire : « le développement est un processus global, économique, social, culturel et politique, qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus ». Et encore (articles 2 et 3) : « Tous les êtres humains ont la responsabilité du développement individuellement et collectivement, compte tenu des exigences du plein respect de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales... Les Etats ont le droit et le devoir de formuler des politiques de développement national appropriées ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, fondée sur leur participation active, libre et utile au développement et à la répartition équitable des avantages qui en résultent. ». Quatorze ans après, la Déclaration de l'Assemblée du millénaire s'engage à mettre en pratique le droit au développement.

En tenant compte aussi des objectifs et valeurs de la Plate-forme du millénaire, on peut préciser que *le développement est le processus à travers lequel les sociétés doivent chercher à assurer, dans leur sein et entre elles, la satisfaction des besoins de survie, bien être et sécurité de tous les individus, en créant des conditions favorables à leur participation volontaire et active et en adoptant des modes de fonctionnement qui ne détruisent pas les ressources naturelles*.

Mais il faut considérer que l'idée de développement est associée à d'autres idées courantes qui sont à repenser pour essayer d'en extraire les éléments plus utiles à aller vers les objectifs et valeurs de la Plate-forme du millénaire.

Il faut repenser à l'idée de *progrès*, qui est apparue seulement il y a quelques siècles en occident, n'a pas eu de sens et de valeur pour beaucoup de cultures et est remise en question actuellement, car le progrès n'est pas du tout garanti pour le futur et beaucoup d'éléments laissent penser que l'humanité est exposée sérieusement à des crises et des catastrophes de portée planétaire. Cependant, une fois dépouillée de son excès d'optimisme, elle peut être utilisée pour stimuler le créativité, la responsabilité et la confiance des individus dans leurs moyens pour chercher à vivre mieux tous.

Il faut repenser à l'idée de *croissance* économique qui mesure la richesse d'une société en termes de produit interne brut, mais qui est utilisée pour affirmer qu'il faut prioritairement produire et consommer des biens et des services, en laissant libres les acteurs économiques de compéter sur le marché, pour pouvoir accumuler ainsi la richesse nécessaire pour le bon fonctionnement des sociétés. Cette idée

laisse dans l'ombre la question fondamentale de comment la richesse économique est obtenue. Actuellement elle est produite par des processus déséquilibrés qui peuvent apporter beaucoup de bénéfices, mais aussi beaucoup de dommages graves à l'environnement et à la cohésion sociale. Elle est obtenue par la compétition agressive entre individus et groupes, ne se traduit pas nécessairement en bien être diffus et s'accompagne plutôt avec beaucoup de pauvreté, chômage, tensions sociales et destruction de ressources naturelles. Ainsi la croissance économique n'est pas automatiquement bénéfique. Elle l'est seulement si elle est obtenue par des activités qui respectent et valorisent l'environnement, qui se réalisent avec la participation active et diffuse de tous les acteurs sociaux et qui servent à améliorer les possibilités de survie, bien être et sécurité de tous les individus.

Il faut repenser à l'idée de développement *humain*, qui met l'accent sur l'importance du fait que les individus puissent exprimer leurs capacités personnelles, dans un contexte de libertés démocratiques, pour vivre comme ils veulent. Cette idée, qui a eu une grande importance politique, utilise cependant le mot *humain* de façon ambiguë. Ceux qui y font référence donnent la priorité aux libertés et capacités individuelles, mais laissent parfois dans l'ombre le problème fondamental de comment organiser les sociétés pour qu'elles soient effectivement justes, équitables, pacifiques et en harmonie avec l'environnement, en créant ainsi un contexte favorable à l'expression des capacités individuelles. Souvent, ceux-ci pensent que ce problème est résolu par l'organisation démocratique, libérale et capitaliste des sociétés. Mais celles qui adoptent ce modèle n'ont pas résolu les problèmes engendrés par la compétition agressive entre individus, l'excès de concentration de pouvoirs et ressources en peu de main et l'exclusion d'une grande partie de la population. Ainsi le terme *humain* pourrait devenir plus efficace si on l'utilisait, comme choisit de faire le *Manuel*, pour affirmer que le développement actuel doit être corrigé par les *capacités créatives individuelles et sociales des humains* qui n'ont pas encore pu se déployer pleinement dans les contextes déséquilibrés, limités et rigides des sociétés stratifiées, y compris celles qui adoptent le modèle libéral.

Il faut repenser à l'idée de développement *durable*, qui met l'accent sur la nécessité de préserver les ressources naturelles, mais laisse parfois penser que ce problème puisse être résolu par des technologies appropriées ou des actions spécialisées attentives à l'environnement. Parfois, ceux qui y font référence laissent dans l'ombre le problème de *comment* changer profondément la culture basée sur la priorité pour la croissance, l'excès de consommation et la compétition agressive qui est à l'origine de l'insouciance qui dégrade l'environnement. Ainsi le terme *durable* pourrait devenir plus efficace si on l'utilisait pour rappeler la nécessité de changer profondément l'organisation des sociétés pour promouvoir des cultures dans lesquelles les capacités créatives des individus soient orientées vers des satisfactions personnelles ou de petit groupe qui ne soient pas en opposition avec le bien commun.

Il faut repenser à l'idée de développement *social*, qui met l'accent sur la redistribution de la richesse accumulée par la croissance économique comme moyen pour résoudre les problèmes sociaux. Mais ceux qui y font référence laissent parfois dans l'ombre le fait qu'aucune politique de redistribution ou compensation sociale peut résoudre, surtout à l'époque de la globalisation, les déséquilibres structurels provoqués par les dynamiques d'exclusion au sein des pays et entre eux. Le problème fondamental, comme clairement indiqué par la déclaration et programme d'action du Sommet Mondial de Copenhague de 1995 sur le développement social, est comment réorganiser les échanges économiques pour qu'ils produisent la richesse sans produire, en même temps, beaucoup d'exclusion et de stratifications sociales. Ainsi, le terme *social* pourrait devenir plus efficace si on l'utilisait pour désigner la nécessité de réorganiser les économies des sociétés et les rendre plus capables d'assurer à tous les individus la participation aux processus de production et consommation de biens et services, en éliminant les obstacles et les privilèges qui actuellement rendent cette participation difficile. Cette réorganisation serait en elle-même une forme très efficace de protection sociale et réduirait énormément la nécessité d'assistance.

Il faut repenser à l'idée de la *décroissance*, qui sert à critiquer celle de croissance économique et met en évidence la nécessité de sobriété et la valeur des satisfactions qualitatives. Mais la décroissance n'est pas en soi un moyen suffisant à assurer un bon développement et lorsqu'elle se vérifie, comme dans les crises périodiques, elle affecte surtout les groupes plus faibles. Le problème n'est pas comment assurer la croissance ou la décroissance, mais comment assurer un développement équilibré dans lequel la recherche des satisfactions des besoins favorise la cohésion sociale, soit en harmonie avec l'environnement et ne détruit pas les ressources nécessaires à la vie et au bien être.

Il faut repenser à l'idée de développement *endogène*, qui met l'accent sur la connaissance, l'apport diffus des acteurs locaux, l'innovation et la densité du tissu des institutions. Elle attire l'attention vers la relation positive qui existe entre les capacités créatives des individus et l'organisation des institutions publiques au niveau local. Cette idée est particulièrement efficace lorsqu'elle inclut la réflexion sur comment réorganiser les sociétés actuelles qui sont très centralisées, ne laissent pas assez d'autonomie aux institutions locales, ne favorisent pas la diffusion de la connaissance et n'orientent pas prioritairement l'innovation vers le bien commun.

Il faut repenser à l'idée de développement *local*, car elle est utilisée de façon ambiguë. Les visions centralistes entendent le local comme périphérique, de moindre importance, dépendant des décisions des groupes centraux, qui sont les protagonistes absolus du développement, mais qui peuvent accepter des formes partielles de participation à la base. Les visions plus proches aux objectifs et valeurs de la Plate-forme du millénaire entendent le local comme *territorial*. Dans ce cas on veut valoriser le rôle des populations qui vivent dans des territoires bien définis et qui peuvent être représentées par des administrations publiques. De fait, cette vision met au premier plan l'importance des *autonomies locales*, qui correspondent dans tous les pays aux découpages politico-administratifs de la structure de l'Etat. Les autonomies locales prennent des noms différents suivant les pays (Régions, Provinces, Départements, Municipalités, Cantons etc.) et ont des pouvoirs et des ressources très variables. Mais elles ont en commun l'idée que la population locale, avec son territoire, ses ressources naturelles et historiques, ses capacités humaines, ses institutions et toutes ses potentialités, peut assumer le rôle de sujet actif et responsable du développement, avec l'appui des institutions nationales et internationales. Cette idée a une grande valeur stratégique, car elle permet de penser à un développement global participatif et démocratique, basé sur le dialogue pacifique et les échanges entre les communautés locales de tous les pays, bien enraciné et plus capable de valoriser le patrimoine naturel et culturel de chaque territoire de la planète.

Ainsi, on peut extraire des idées courantes sur le développement des éléments utiles pour mieux orienter le développement local, national et global vers les objectifs et valeurs de la Plate-forme du millénaire, à la condition de les repenser en fonction de la définition proposée.

En conclusion, le concept de développement, dépouillé des ses résonances idéologiques, peut être utilisé pour indiquer les fonctions fondamentales que toutes les sociétés humaines ont en commun : chercher à assurer la satisfaction des besoins de survie, bien être et sécurité de ceux qui en font partie.

L'attente d'un développement efficace est la motivation fondamentale qui pousse les humains à maintenir l'adhésion à leur société et à en respecter les règles et valeurs. Si le développement n'assure pas la survie, le bien-être et la sécurité à tous les individus ou s'il n'arrive pas concrètement à leur assurer les bénéfices et avantages qu'ils avaient été induits à s'attendre, ceux qui sont marginalisés, exclus ou déçus peuvent perdre leur espoir et leur motivation d'adhésion, refuser de respecter les règles et valeurs et devenir antisociaux.

Ainsi le développement du futur doit corriger les dynamiques d'exclusion actuelles car elles ont des effets de désagrégation sociale, créent des conflits et des instabilités et mettent en danger la raison d'être même des sociétés.